

Accord collectif

**CONDITIONS DE TRAVAIL ET DE RÉMUNÉRATION
DES SALARIÉS ET APPRENTIS
DES COOPÉRATIVES D'UTILISATION
DE MATÉRIEL AGRICOLE**

(Bretagne)

(20 mai 2005)

(Etendu par arrêté du 17 janvier 2006,
Journal officiel du 27 janvier 2006)

AVENANT N° 2 DU 8 MARS 2010
À L'ACCORD DU 20 MAI 2005 RELATIF À LA PRÉVOYANCE

NOR : AGRS1097166M

Entre :

La fédération départementale des CUMA des Côtes-d'Armor ;

La fédération départementale des CUMA du Finistère ;

La fédération départementale des CUMA d'Ille-et-Vilaine ;

La fédération départementale des CUMA du Morbihan,

D'une part, et

L'UPRA CFDT de Bretagne ;

La FNAF CGT de Bretagne ;

La fédération des syndicats chrétiens des organismes et professions de
l'agriculture CFTC de Bretagne ;

Le syndicat national des cadres d'entreprises agricoles CFE-CGC ;

La FGTA FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

A l'article 2 de l'accord de prévoyance des salariés non cadres des coopératives d'utilisation de matériel agricole de la région Bretagne du 20 mai 2005, le 2^e alinéa du paragraphe III « Garantie incapacité de travail » est modifié comme suit :

- « Ces indemnités journalières complémentaires sont versées à compter :
- du 1^{er} jour d'arrêt de travail en cas d'accident du travail, d'accident de trajet ou de maladie professionnelle ;
 - du 4^e jour d'arrêt de travail en cas de maladie ou d'accident de la vie privée. »

Article 2

A l'article 2 de l'accord de prévoyance des salariés non cadres des coopératives d'utilisation de matériel agricole de la région Bretagne du 20 mai 2005, le point 1 « Cotisations » du paragraphe IV « Dispositions communes » est modifié comme suit :

« Le régime de prévoyance (garantie incapacité de travail, invalidité et garantie décès) est financé par une cotisation égale à 1,84 % des rémunérations brutes versées à tous les salariés non cadres et ainsi répartie :

(En pourcentage.)

	TAUX	PART PATRONALE	PART OUVRIÈRE
Incapacité temporaire	0,90	0,45	0,45
Couverture des charges sociales	0,16	0,16	
Incapacité permanente	0,38	0,29	0,09
Décès	0,40	0,24	0,16
Total	1,84	1,14	0,70

En sus de cette cotisation, l'employeur versera une cotisation de 0,16 % exclusivement à sa charge et destinée au financement de l'assurance des charges sociales patronales.

Les cotisations dues pour le financement de la garantie légale résultant de l'article 7 de l'accord national interprofessionnel du 10 décembre 1977 ainsi que les cotisations pour le financement des prestations complémentaires en cas d'accident de travail ou de maladie professionnelle sont financées par une cotisation à la charge exclusive de l'employeur. »

Article 3

Les dispositions du présent accord collectif entreront en vigueur au 1^{er} avril 2010 pour une durée indéterminée.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera déposé à l'unité territoriale d'Ille-et-Vilaine de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Bretagne.

Fait à Rennes, le 8 mars 2010.

(Suivent les signatures.)